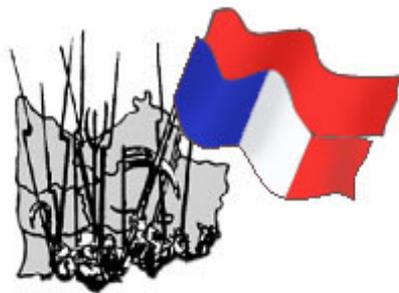


BULLETIN-LETTRE N° 64

Janvier-février-mars 2014

1851



Association pour la mémoire des Résistances républicaines

Siège social : Hôtel de Ville 04190 Les MÉES – site : www.1851.fr

Directrice de la publication : Colette Chauvin

Périodicité : trimestrielle

• *Compte rendu de notre Assemblée Générale du 7 décembre à Saint-Maximin (83) ...*

20 présents, 40 pouvoirs.

2 excusés : Jean Signoret, Yves Charpy.

Rapport moral par Colette CHAUVIN

Notre Association n'a que 16 ans mais elle est très sérieuse.

Elle continue de remplir son rôle de référence de la mémoire de la Résistance autour de 1851 et des liens possibles jusqu'à ce jour.

Elle s'implique dans des activités réjouissantes quand elle travaille, par exemple, avec des écoles ou des artistes. Des manifestations commémoratives l'entraînent aussi dans des moments d'analyses très élaborées.

Ces rencontres génèrent des perspectives dont nous débattons.

Pour nous encourager, l'historique de notre Association et la synthèse de ce qu'elle a pu apporter dans le paysage culturel de la région, et ailleurs, rédigée par Raymond HUARD, dans le cadre de "Marseille 2013", à la demande des *Amis du Vieil Istres*, nous prouvent le chemin parcouru.

Je voudrais aussi dire un grand merci à Noëlle BONNET, notre "ministre des finances", qui résiste à la crise, et à Paul CRESP, notre secrétaire, scrupuleux, disponible, qui nous fait de si beaux bulletins.

Ils vont, comme moi, être aussi brefs que possible, car nous pensons qu'après un moment d'échange, il sera plus important de laisser la place aux exposés de René MERLE qui nous fait l'honneur et le plaisir d'être présent

aujourd'hui, et à Jean JARRY qui s'est dévoué pour nous recevoir dans ces beaux locaux.

Cette semaine un Résistant d'envergure planétaire vient de disparaître, Nelson MANDELA. On ne peut que lui rendre un hommage appuyé. J'ai entendu sur les ondes qu'on le comparait à Jean Moulin à l'échelle de la France. Nous ici, nous allons entendre parler des Résistants varois de 1851, de Martin BIDOURE, mais nous savons tous qu'il n'y a pas de petite Résistance tant qu'elle prône la Justice, l'Égalité et la Liberté. Les belles Déclarations et Constitutions ne suffisent toujours pas

Rapport d'activité par Paul CRESP

Merci à tous d'avoir fait le voyage et aux Varois espérés plus nombreux, dans la mesure où la tenue de notre AG s'était rapprochée d'eux.

L'année 2013, a été assez riche en événements.

Nous avons tenu nos engagements tant par la publication de notre bulletin-lettre trimestriel, que concernant les diverses invitations reçues, de la part d'autres Associations, collectivités, écoles etc...

La fontaine des Mées

Dès le début de l'année 2013 la mairie des Mées avait lancé le projet de commémoration du centenaire de sa "fontaine de la République", en y associant toutes les bonnes volontés et associations locales :

- **1851,**
- **les Amis des Mées,**
- **l'école élémentaire des Mées, et l'école primaire de Dabisse**
- **et les Associations culturelles et artistiques de la commune.**

Les festivités étaient prévues pour les 6, 7 et 8 septembre. Nous n'y reviendrons pas puisque vous avez tous eu l'occasion de lire dans notre précédent bulletin le compte-rendu de ces 3 journées.

Des conférences aussi pour lesquelles nous étions présents, grâce à Frédéric Négrel et Jean-Marie Guillon.

À noter également la participation, à ces conférences de *la Libre Pensée* du 04, ainsi que les *Amis des Mées*.

Victor Hugo :

Une semaine culturelle à Barrême et à Montfort a aussi mobilisé beaucoup d'énergie. Du 1^{er} au 10 juin, Barrême fêtait les dix ans de l'école Victor Hugo.

En liaison avec l'école de Barrême, l'école de Montfort n'était pas en reste dans ces festivités.

Là aussi, participation de notre Association.

Et **conférences** de J-M. Guillon, Fr. Négrel et ... pour la première fois de votre secrétaire qui s'excuse, après coup, de ne pas avoir l'aisance de nos deux amis : le "coffre" de Frédéric et la mémoire de Jean-Marie qui n'écrit pas, à l'avance, ses interventions.

Un voyage des enfants de ces 2 écoles était prévu à Paris pour visiter, entre autres, la maison de Victor Hugo.

Istres :

Là aussi, participation de notre Association, avec une conférence de notre fidèle ami Raymond Huard qui répond toujours présent. Et nos deux amies Colette et Noëlle qui avaient fait le voyage.

Aix :

Nos archives ont été déposées à la MMSH dans un fonds identifié et mis sur le site de la médiathèque, ainsi qu'une partie importante de la bibliothèque d'Émilien CONSTANT, donnée à notre Association par sa famille.

Notre bulletin-livre 2013 :

Distribué aujourd'hui, aux adhérents à jour de leur cotisation, il sera envoyé aux adhérents absents aujourd'hui.

Il s'agit du recueil d'articles de René MERLE sur *l'Insurrection varoise de 1851* édité, pour la première fois, par les *Éditions Gaussen* de Marseille, et la participation de notre Association. Il sera distribué en librairie.

Le site :

Régulièrement mis à jour par Frédéric Négrel, il s'enrichit régulièrement de nouveaux documents.

Rapport financier par Noëlle BONNET

Sur 265 adhérents, 143 sont actuellement à jour de leur cotisation.

Dépenses :

Imprimerie, frais postaux, fournitures papeterie et frais de fonctionnement: 6 524 € (dont 3 000 € bulletin livre).

Recettes : 5 126 €, (dont cotisations 2 960 €, ventes de livres 919, dons 470 €, subventions 580 €, intérêts livret A)

Votes :

Ils se sont fait à l'unanimité pour le rapport moral, d'activité, le rapport financier et la reconduction du bureau.

Débat :

Projets et perspectives

– À Saint-Maximin.

Nous avons raté, aujourd'hui la perspective d'inauguration d'une plaque à Martin BIDOURE.

Il existe bien, à Saint-Maximin, une place et un centre social portant son nom, mais rien n'indique qui était Martin Bidouré. Sur notre proposition de rajouter une plaque explicative, le maire a préféré "botter en touche" en nous renvoyant à la *Coordination des anciens combattants et victimes de guerre*. Celle-ci nous a indiqué qu'étant originaire de Barjols, le maire connaissait très bien le personnage de Martin Bidouré.

C'était, à leurs yeux le principal...

– À Marseille.

Le *Mémorial de la Marseillaise* souhaite mettre en place des cycles de conférence en partenariat avec l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie, comme cela a été expérimenté l'année dernière avec une conférence-débat Michel Vovelle/Pierre Serna, autour du livre "Pour quoi faire la Révolution", qui a été bien suivie.

Jean-Marie GUILLON a parlé de notre Association 1851. Et la perspective d'une conférence-débat sur la Résistance des

républicains au coup d'État de 1851 les a séduit. Cette conférence pourrait avoir lieu en mars, après les vacances d'hiver (*et la défense de la République pourrait être un beau sujet dans le contexte politique de Mars, comme l'a noté J-M. Guillon*).

– **Notre bulletin livre annuel en 2014.**

Deux projets possibles :

- Le manuscrit d'Henri Michel, mais encore sur le Var,
- Le mémoire présenté par Romain Gardi, lors de notre AG à Saint-Auban en 2011 : **Reconquérir la République dans l'arrondissement d'Apt en décembre 1851.**

J-M. Guillon, signala la présence parmi nous d'Alain Decanis, nouvel adhérent suite à notre AG, et conseiller municipal à Saint-Maximin, qui a fait une étude sur **la Résistance en pays Maximinois**. Ce dernier, au lendemain de notre AG, en a fait un commentaire sur sa page Facebook, Suivait le lien de notre site : *Pour en savoir plus sur cette période à Saint Maximin,*

http://www.1851.fr/lieux/st_maximin.htm

“Hier j'ai participé à l'Assemblée Générale de

l'association "1851" dans l'amphithéâtre du lycée Maurice Janetti de Saint-Maximin. En une époque où l'individualisme et le culte de l'argent ont pris le dessus sur tout le reste, ça fait du bien d'évoquer la mémoire de ces Varois et Bas-Alpins notamment, pour la plupart de condition modeste, qui se sont soulevés il y a un peu plus de 150 ans, non pas pour obtenir plus de subventions ou payer moins d'impôts, mais simplement pour défendre les valeurs de la République qu'on voulait leur soustraire. En une période où beaucoup ne croient plus en rien, où les valeurs de la République sont galvaudées ou bafouées, le caractère exemplaire de leur action doit nous amener à réfléchir”.

Merci à lui.

Nous nous sommes séparés à la nuit tombée, et il faudra songer à l'avenir à prévoir la réunion sur la journée entière, avec peut-être l'AG le matin et conférence l'après-midi, pour que chacun puisse regagner plus tôt son domicile.

• **Intervention de René MERLE...**

“La place de l'insurrection dans l'imaginaire politique actuel, et le rôle qu'elle peut encore jouer dans les blocages politiques d'aujourd'hui”.

Des ennuis de santé ont fait que je ne me suis pas trouvé parmi vous aussi souvent que je l'aurais voulu ces dernières années.

Mais je suis heureux de pouvoir présenter aujourd'hui à notre Assemblée générale mon ouvrage sur l'insurrection républicaine varoise de 1851, et de remercier l'association qui en a permis la publication.

Mais ce n'est pas la seule raison de ma présence.

Je voudrais intervenir pour essayer de préciser le thème suivant :

« 1851, la place de l'insurrection dans l'imaginaire politique actuel, et le rôle qu'elle peut encore jouer dans les blocages politiques d'aujourd'hui ».

Vaste question, à traiter essentiellement à la

lumière de notre expérience associative régionale, sans pour autant faire un compte-rendu d'activités, mais en considérant ces activités comme un prisme à travers s'est éclairée la donne nationale.

Notre projet de création d'une Association était en gestation depuis des années quand nous avons envisagé de lui donner forme, à l'automne 1995.

1995, vous vous en souvenez peut-être, fut l'année de l'élection de Jacques Chirac à la Présidence de la République (en mai). Et ce fut aussi, dans notre région, la confirmation de la poussée électorale du FN, initiée depuis 1981 : 4 municipalités, dont celle d'une grande ville, Toulon. Poussée qui ternissait grandement l'image de notre région dans l'imaginaire politique républicain national.

La conviction du petit groupe d'amis, qui

formeront bientôt le noyau de l'Association, fut qu'il convenait de rappeler que la meilleure de nos traditions régionales était cette tradition démocratique et républicaine, en grande partie née de l'insurrection de décembre 1851.

L'année 1996 fut une année de préparation.

L'année 1997 fut l'année de la création et des premières activités.

En février, le « boboland » parisien avait organisé le train de la Liberté pour soutenir le responsable de Châteauvallon, évincé par la municipalité de Toulon. Pour réagir contre cette décision arbitraire, nous ne pouvions nous contenter de cette gesticulation, parfois à la limite du ridicule. D'autant qu'elle s'accompagnait d'une sorte d'ostracisme à l'égard de la région, proclamée région de beaufs, vivier de fascistes.

Il convenait donc plus que jamais de rappeler que la meilleure de nos traditions était cette tradition démocratique. Nous ne voulions pas crier inconsidérément au loup et annoncer une prise de pouvoir imminente par le FN. Mais nous déplorions l'abandon des principes républicains par une partie de l'électorat, en même temps, que, paradoxalement, l'extrême-droite commençait à se draper, à sa façon, dans la défense de ces mêmes principes (d'une partie d'entre eux en tout cas).

Ajoutons que la politique politicienne venait d'en prendre un sacré coup. L'ex-idole de la gauche de gouvernement, Tapie, qui avait été tête de liste dans notre région, se retrouvait en prison. Et là encore revenait la péjoration nationale : « une région de sous-développés politiques, tout juste bons à remplir les stades de foot et de rugby ».

En 1997, le Président Chirac, affaibli par sa promesse non tenue de réparer « la fracture sociale », décidait la dissolution de l'Assemblée. Il était battu aux élections de mai, et le 2 juin, Lionel Jospin présentait son gouvernement de la Gauche plurielle (DSK était son ministre de l'économie et des finances). Dans ces conditions politiques nouvelles, nous pensions pouvoir attendre beaucoup du nouveau gouvernement dans notre travail mémoriel et citoyen.

Dès l'été 1997, nous avons donc commencé notre travail de préparation du cent-

cinquantième anniversaire de l'insurrection (2001) en mettant en avant les valeurs que portèrent les Insurgés de décembre 1851, et au premier chef le devoir d'engagement citoyen, individuel et collectif, pour la défense de la légalité républicaine.

Si les échos rencontrés dans la population et auprès de nombreuses municipalités (essentiellement municipalités de gauche) furent extrêmement positifs, le résultat ne fut vraiment pas à la mesure de notre attente en ce qui concerne les responsables politiques régionaux et nationaux.

Le cent cinquantième de 1848 s'était officiellement borné à un salut gouvernemental de politesse, accompagné de la floraison habituelle de colloques savants pour initiés. Mais nous ne notions pas à ce niveau grand enthousiasme politique et citoyen.

A n'en pas douter, si nous n'en prenions pas l'initiative, il en irait de même pour le cent cinquantième anniversaire de 1851.

La suite confirma notre pessimisme. En effet, nous n'avons obtenu aucune réaction à nos demandes au plan national (il ne s'agissait pas de demande de subventions, mais de celle d'un geste commémoratif fort, ne serait-ce que la sortie d'un timbre-poste...).

Aucune réaction non plus au plan régional (où la présidence régionale de gauche rata complètement le coche de la commémoration et nous renvoya à une éventuelle création musicale !).

Par contre, deux réactions fortes au plan départemental (dans deux départements clés de l'insurrection, Alpes de Haute-Provence et Var où les deux conseils généraux s'engagèrent de façon décisive dans l'anniversaire), qui nous montrèrent que l'évocation de l'insurrection pouvait toucher très fortement l'imaginaire politique, à gauche comme à droite.

Comment expliquer ce peu d'échos dans l'imaginaire politique national ?

Déjà, dans la dénonciation de l'attitude de Louis Napoléon, par la mise en cause implicite de la Constitution de 1958-1962, dont la matrice avait été celle de la Seconde République. Il était difficile pour des politiques actuels de condamner le régime présidentiel, initié en 1848, quand ils en endossaient allègrement la défroque. François Mitterrand,

l'auteur du Coup d'État permanent, vigoureux dénonciateur de ce régime, en avait été dès son élection le premier à en jouir.

Mais, au-delà de ce plan purement politique s'en profilait un autre, qui touchait aux fondements sociaux de notre République.

« Ils se levèrent pour la République » disait le film réalisé alors par Christian Philibert.

Mais quelle République ?

Or, nous y insistions dès le début, si les insurgés se levaient pour défendre le droit, ils se levaient aussi dans l'espérance d'une autre République, la République démocratique et sociale.

Et ces insurgés pour le Droit étaient aussi des Insurgés du drapeau rouge et de la violence révolutionnaire. De quoi faire reculer beaucoup de monde en 1997.

En juillet 1997, François Furet était décédé, mais tout un pan du monde des historiens demeurait marqué, souvent de façon réductrice et caricaturale, par son empreinte. Depuis le bicentenaire de 1789, qui avait suscité de lourdes polémiques, l'offensive médiatique était menée contre ce que Furet avait appelé le courant jacobin communiste, et son interprétation jacobino-marxiste de la Révolution. Au moment même où nous avons créé l'Association était publié à grand fracas médiatique Le livre noir du communisme.

Bref, le climat n'était peut-être pas des plus propices à la remise en circulation publique d'un événement majeur, mais un événement à sa façon révolutionnaire.

Ceci ne nous a pas découragé et, jusqu'au cent cinquantième anniversaire, nous avons continué notre action avec le succès populaire que vous connaissez. D'autant que dès le début, des historiens confirmés comme Maurice Agulhon nous avaient encouragés, et que d'autres nous avaient rejoints, comme Jean-Marie Guillon, Raymond Huard, et de jeunes chercheurs en histoire, comme Frédéric Négre (d'autres suivront).

La question se posa après les célébrations de décembre 2001 : fallait-il s'arrêter ou continuer ?

Les événements de 2002 devaient nous donner la réponse en nous fournissant de nouvelles motivations.

En juin, Lionel Jospin était éliminé au premier tour de l'élection présidentielle, et le second tour opposait le candidat de la droite et celui du

FN.

Le quinquennat qui suivit nous donna la mesure de la fausse unanimité anti-fasciste proclamée au second tour de l'élection. En guise de remerciement, la droite au pouvoir se mit en mesure d'aggraver le démantèlement des acquis nés du programme du CNR, démantèlement déjà initié par le gouvernement Jospin.

Les résistances populaires qui se manifestèrent alors firent souvent référence à l'insurrection de 1851, preuve que nous n'avions pas semé en vain.

Plus que jamais était posée devant l'imaginaire national la question de la République démocratique et sociale.

Cette question fut encore plus pertinente sous le quinquennat suivant, celui du Président Sarkozy, entre 2007 et 2012.

En la posant, cédions-nous à une volonté apologétique en privilégiant les « valeurs » des insurgés ? Certes pas. Nous avons essayé de joindre à la minutie documentaire un apport conceptuel novateur (cf. l'apport décisif à cet égard de Frédéric Négre). Notre conceptualisation n'était pas une reconstitution partisane. Mais, en ces temps de démantèlement des acquis sociaux, nous l'avons constamment associée à l'espérance de la République laïque, démocratique et sociale. Car plus que jamais était posée la divergence entre la promesse égalitaire portée par notre société démocratique et la réalité de cette société, pétrie d'inégalités et d'injustices.

Avec l'élection de 2012, la donne a singulièrement changé. Et ce n'est pas par légèreté polémique que j'employais le mot "blocages" dans mon introduction.

Dans cette situation nouvelle et confuse, il est sans doute utile de revenir à la source et de réfléchir sur ce qui nous a motivé il y a plus de 20 ans, quand nous avons commencé à envisager la création de l'Association.

Ce qui va suivre n'engage que moi, et je le soumets à la discussion.

Aujourd'hui si la Révolution n'est pas (encore ?) à l'ordre du jour (hormis quelques faciles proclamations), la révolte gronde. Une révolte qui à certains égards s'attaque aux principes républicains, dans le paradoxe d'un refus de la fiscalité (je ne dis pas d'une fiscalité injuste, mais de la fiscalité tout court) et d'une demande

accrue d'aide étatique. Révolte manipulée par la droite et l'extrême droite ?

On peut à cet égard mettre en abîme les événements de 1851 et ceux qui mûrissent aujourd'hui.

Certes, la donne sociale a considérablement changé.

Quel était le socle social de l'insurrection de 1851 ? Depuis longtemps, le récit des événements de 1851 s'était fait surtout sur le mode idéologique et politique. Or des travaux fondamentaux comme celui de Frédéric Négrel ont contribué à en éclairer à la fois la base sociale et l'autonomie du politique.

La base sociale de l'insurrection a été la partie du monde rural et de celui des petites villes qui venaient d'être gagnées à l'idéologie "rouge". Même si ces petits paysans, artisans, boutiquiers, avaient condamné, voire combattu, le mouvement ouvrier en juin 1848, une bonne partie d'entre eux, éclairés par la propagande démocrate socialiste, se sont rangés sous les drapeaux de l'insurrection : la République qu'ils souhaitaient était une République libérée de l'oppression des "Gros", des financiers, des usuriers rapaces. C'était une République égalitaire de petits propriétaires vivant honnêtement de leur travail, sans être accablés par l'impôt (rappelons-nous des violents mouvements de protestation contre l'impôt des 45 centimes, en 1848). Bref, leur horizon était la République des Sans-Culottes de 1793-1794.

Aujourd'hui, l'importance numérique de la paysannerie est négligeable, et l'artisanat comme le petit commerce peinent à garder leur place, qui fut si importante. Le salariat domine, et se perd dans une vaste "classe moyenne" aux contours bien mal définis, dans laquelle tout le monde peu ou prou se ressemble, et où le ressort civique semble bien émoussé... Et, n'en déplaise à quelques rodomontades, la passion révolutionnaire semble éteinte. (Notons d'ailleurs que l'emploi facile du mot "Révolution" peut se mettre à toutes les sauces, et n'oublions pas que le pétainisme prônait "la Révolution nationale" !).

Mais depuis quelque temps la droite et encore plus l'extrême-droite utilisent cette aspiration égalitariste à vivre librement de son travail. Le FN peut parfaitement la récupérer, en l'orientant contre les fonctionnaires, contre les "assistés", les fainéants, les étrangers.

Dans ces conditions, une des responsabilités du mouvement démocratique est de faire comprendre à ces petits producteurs quels sont leurs véritables adversaires, et qu'il ne faut pas se tromper d'ennemis. Ce qui pose tout le problème du militantisme : en 1851, la même donne sociologique n'a pas joué partout, il n'y a pas eu partout d'insurrection ; résignés ou complices, paysans et artisans ont accepté la mise à mort de la République. C'est seulement là où le militantisme "rouge" a été actif et convainquant qu'il a gagné des forces à la préparation de la résistance ; c'est seulement là où il sut créer une rencontre et une volonté collectives qu'il a suscité des vocations de combattants.

C'est dire qu'aujourd'hui aussi le rôle du militantisme éclairé et organisateur peut être décisif. Mais il se déploie dans des conditions extrêmement difficiles. L'extrême-droite qui utilise voire suscite ces mouvements de protestation des "couches moyennes" dégage toute responsabilité dans la mise à mal des acquis sociaux et la lourdeur de la politique d'austérité. C'est le pouvoir actuel qu'elle met en cause.

Alors que de son côté, ce pouvoir, qui persiste dans sa politique et dans la justification de celle-ci, appelle à se ranger derrière lui contre la menace de l'extrême droite. "Unanimité antifasciste ! Ne répétons pas les erreurs des deux grands courants de la gauche allemande, incapables de s'entendre contre la montée de l'hitlérisme !".

Comme si lutter contre la menace fasciste faisait oublier la nécessité d'une vraie politique de gauche !

J'avoue avoir du mal à me reconnaître à nouveau dans le droit de l'hommisme mitterrandien et jospinien : mélange d'invocations morales et de cynisme politique, qui dorénavant ne se prive pas de se draper des principes républicains et de leurs défenseurs de 1851.

Il me semble au contraire que le souvenir de l'insurrection ne doit pas, ne peut pas être seulement classé dans les lieux de mémoire, dans une facile mythologie républicaine. L'aspiration à la République démocratique et sociale doit apparaître vraiment en contradiction avec l'individualisme égoïste et le déficit d'esprit civique qui règnent

aujourd'hui. Pour autant, elle demeure fondamentale. Dans le respect de la diversité des opinions de nos adhérents, notre Association peut y prendre toute sa place.

René MERLE

• **Intervention de Jean JARRY...**

“1885 changement du nom des rues de Saint-Maximin”

Trente quatre ans donc après 1851, en février 1885, la municipalité républicaine de Saint-Maximin (Var) décide de changer tous les noms des rues, places et boulevards de Saint-Maximin. (48 noms).

Membres du Conseil municipal : GIRAUD Félix (adjoint), BAPTISTE (adjoint), BAUDE, CABASSON, CAIRETY, DAVID (?), DROGNON, GIRAUD Joseph, ICARDEN, JAUSSEAN, LEYDET, MARCHAND (secrétaire), MISTRE et PASCAL.

Le maire, FABRE, est cordonnier ; quand on s'inquiète de la tenue qu'il va revêtir pour recevoir le Préfet, il répond :

“- Le préfet est un homme comme moi !”

Il consentit, pour recevoir le Préfet, à retourner la moitié de son tablier de cuir sur l'autre moitié ; présentant ainsi un demi-tablier propre. Le maire est malade (il ne finira pas son mandat) ; son premier adjoint le remplace et préside la Commission chargée de changer les noms des rues. GIRAUD Félix (1845-1925) est serrurier ; en 1851, il avait sept ans ; c'est le fils du fournier dénoncé comme Républicain et qui a probablement cuit le pain pour le groupe d'Insurgés venu de Tourves ; le gamin, consigné à la maison, a pu observer les événements, derrière les volets de la maison, place de l'Hôtel-de-Ville. On sait qu'il a effectué son tour de France, et séjourné à PARIS. Saint-Maximin et la sainte-Baume sont des étapes importantes pour le Compagnonnage.

Le projet présenté par la Commission est adopté par le Conseil Municipal le 15 février 1885.

Il concerne le Saint-Maximin urbanisé débordant l'intra-muros. Tous les anciens noms de rues sont supprimés. Sont seuls conservés : la Grand-rue, la place de l'Hôtel-de-Ville, la place Malherbe et les noms des routes partant de St-Maximin et indiquant la direction : route

de Marseille, route d'Aix...

Parmi ces anciens noms, les noms à caractère religieux sont nombreux : la ruelle du Saint-Esprit, une rue Saint-Jean, pl. des Religieuses et pl. du four des Religieuses, une rue Saint-Marc, une traverse des Capucins, rue et pl. des Pénitents blancs, rue de la Dîme, rue St-Pierre de Cony, rue N.D. du bon Voyage, rue des Anges.

Certes, on ne peut nier une volonté de « déchristianisation » mais elle entre dans un cadre plus général de « républicaniser » la ville.

Le préfet refusera deux noms : MARAT Jean-Paul (1743-1793) et SAINT-JUST Antoine de (1767-1794), deux martyrs de la Première République.

Une Commission qui propose comme modèles MARAT et SAINT-JUST se prononce pour une république sociale ; deux autres noms marquent plutôt le contraire... C'est la même Commission qui propose MIRABEAU... ce ne sont pas les mêmes hommes ; les propositions de la Commission sont le résultat de consensus.

On accepte donc une rue MIRABEAU (1749-1791). Le marquis a marqué de son empreinte les États-généraux et la Constituante ; il meurt en 1791... L'ouverture de l'armoire de fer (après le 10-Août 1792) révélera ses marchés secrets avec la Couronne. Mirabeau est d'Aix. Pourquoi alors n'avons-nous pas une rue PORTALIS (1746-1807), citoyen d'Aix et un des rédacteurs du Code Civil ?

Une rue COLBERT Jean-Baptiste, (1619-1683) le Ministre de LOUIS XIV. Avec ce fils d'un marchand drapier, la grande bourgeoisie s'installe au pouvoir. La commission reconnaît ainsi qu'elle souhaite que l'Etat prenne en mains la direction de l'économie du pays (le colbertisme). On oublie d'autant plus facilement le « Code Noir » que la Troisième République est partie à la conquête d'un empire colonial...

Le Conseil Municipal propose donc à l'admiration de leurs concitoyens et aux générations futures un ensemble de noms.

Pour les beaux-arts : Pierre PUGET (1620-1694), né à Marseille, le grand sculpteur travailla à Toulon (les cariatides de l'hôtel de ville) puis à AIX.

Pour les lettres : une place MOLIÈRE Jean-Baptiste (1622-1673) et une rue LA FONTAINE Jean (1621-1695). Les deux amis allaient

retrouver BOILEAU chez lui, à la campagne, à AUTEUIL. Deux grands écrivains mais aussi deux « libertins », des disciples du philosophe GASSENDI, le courant matérialiste que l'Eglise pourchasse.

VOLTAIRE (François Marie Arouet 1694-1778) et VOLTAIRE seul... Pas un seul autre nom pour le « siècle des lumières » ! Une petite-bourgeoise voltairienne ?

BUFFON Georges Louis (1707-1788). C'est certainement le chercheur, bon vulgarisateur, qu'ils veulent honorer ; ils n'ont pas lu les 36 volumes de son « Histoire naturelle... », mais peut-être une édition pour la jeunesse. Son œuvre suscita de nombreux disciples. Il se montre bon visionnaire quand il évoque la séparation des continents et humaniste quand il affirme qu'il n'y a qu'une seule espèce humaine et qu'un groupe de Blancs placés dans certaines conditions deviendraient Noirs.

C'est dans le choix des inventeurs, bienfaiteurs de l'humanité, dont les noms suivent que les Républicains de 1885 nous surprennent :

GUTENBERG (1397-1468) : La Commission n'ira pas plus loin dans le passé (milieu du XV^{ème}) : Exit l'Antiquité : les lumières commencent avec l'imprimerie ? GUTENBERG est d'ailleurs écrit « Guttemberg ». Ainsi « francisé », le natif de MAINZ (MAYENCE) serait-il plus présentable en 1885 ?

GALILÉE (1564-1642) : On ne pouvait trouver mieux pour ennuyer et le curé et la papauté ! Affirmer que la Terre n'est pas au centre du Monde... Quelle hérésie !

VAUBAN Sébastien Le Prestre, marquis de ... (1633-1707) : Un architecte mais un architecte militaire ! - 1870 n'est pas loin ! - C'est lui qui a fortifié BELFORT. Peut-être aussi le souvenir de son plaidoyer pour une répartition plus juste de l'impôt : « Projet d'une Dime Royale ».

VAUCANSON Jacques de... (1709-1782) et son disciple JACQUARD Joseph Marie (1757-1834) : VAUCANSON est le constructeur d'automates qui amuse la Cour. C'est un grand mécanicien. Son chef d'œuvre est un hommage à la Provence ; son joueur de flûte, à taille humaine, est costumé en Provençal car il joue du tambourin et du galoubet. Vaucanson le présentant affirme qu'« il est difficile de bien jouer de cette flûte à trois trous ; car pour produire certaines notes, les trous ne doivent être fermés qu'à moitié, il y faut du souffle et

pour jouer les doubles croches, une grande agilité de la langue ! Mon joueur de flûte joue les doubles croches ! » Ce « joueur de flûte » serait au musée des Arts et métiers à PARIS.

On envoie ce génial mécanicien à LYON pour y améliorer les métiers à tisser, il y réussit si bien qu'il doit fuir LYON sous les jets de pierres des ouvriers tisserands ! La mésaventure semblable arrivera à son disciple JACQUARD Joseph (1757 - 1834) et à son métier à tisser.

Ce sont des artisans et non des ouvriers qui choisissent Vaucanson et Jacquard.

DAGUERRE (1787-1851) et non Nicéphore NIEPCE (1765-1833) ou bien « Niepce et Daguerre ». La première « photographie » date de 1827, elle est de NIEPCE. Leur contrat d'association est de 1829. Niepce meurt en 1833. Le procédé de DAGUERRE est de 1837 (temps de pose réduit et « fixation » réussie). En 1839, l'Etat acquiert le procédé et verse une rente annuelle de 6 000 francs à Daguerre et de 4 000 francs au fils de Niepce.

Une voix s'élève : on oublie les paysans ? Il y aura une rue de l'AGRICULTURE ! Pas une rue Olivier de SERRES (1539-1619), ce protestant qui écrivit « Théâtre d'agriculture et ménage des champs ».

Les autres noms de rues concernent la République et les Républicains.

Boulevard NATIONAL, Bd de la LIBERTE, rues de l'EGALITE et de la FRATERNITE, rue et place de la REVOLUTION, rue du 14-Juillet.

Le bd. de la LIBERTE –anc. Thubaneau - deviendra bd. Dr.BONFILS après le legs important fait à la Commune par le Docteur Bonfils qui est le père du pharmacien accusé d'avoir fabriqué de la poudre pour les Insurgés en 1851.

La municipalité pétainiste fera de la place de la Révolution, une pl. de la « révolution nationale ». Avant la Libération, des Résistants viendront effacer l'adjectif en le martelant.

La rue de la RÉPUBLIQUE qui n'est pas la Grand-rue ! mais l'ancienne rue de la Masse qui zigzague plus au sud jusqu'à la place de l'Horloge. En 1920 encore, il y a dans cette rue une échoppe, une boutique, un commerce au rez-de-chaussée de chaque maison. On signale des modistes, des coiffeurs au 1^{er} étage ! Dans cette rue, embaument les copeaux du menuisier et résonne l'enclume de la forge. Là s'activent et se retrouvent artisans et commerçants. « Le

café AUGIER » fut leur lieu de réunion. C'est la rue des Républicains ! Ici est née la République. On laisse la Grand-rue aux « Blancs ».

Pour la Première République, des généraux imberbes : HOCHÉ Lazare (1768-1797), MARCEAU François (1769-1796), KLÉBER Jean-Baptiste (1753-1800). Ils sont tous morts avant le 18-Brumaire. Des membres de la Commission ont lu « Les Châtiments » et dans une édition clandestine ! (« ..et Marceau sur le Rhin !... Et ton rire, Ô Kléber !... Allez mes vieux soldats, mes généraux imberbes !/Et l'on voyait marcher ces va-nu-pieds superbes /Sur le monde ébloui ! »). Pourquoi cette commission n'a-t-elle pas osé une rue « des va-nu-pieds superbes » ?

Une rue CARNOT file vers le nord. Aucun prénom !... et trois CARNOT peuvent prétendre se voir décerner cette rue. Ecartons la troisième génération : Sadi (Marie-François) CARNOT (1837-1894), le président de la République assassiné à LYON en 1894. Son oncle Sadi CARNOT (1796-1832), physicien (le Principe de CARNOT !), est le « père de la thermodynamique ». Le « Grand » CARNOT, c'est Lazare (1753-1823). Ingénieur militaire, membre du comité de Salut public, il fut « l'Organisateur de la Victoire »... C'est aussi avec MONGE, un des pères de la géométrie moderne. Il fut un des créateurs de l'école Polytechnique dont son fils et son petit-fils furent de brillants élèves. En mémoire du poète persan SAADI de SHIRAZ, né en 1193 (Le Jardin des Roses), il prénomma son fils Sadi. Notre rue CARNOT est une rue Lazare CARNOT : il n'est pas interdit en la remontant de penser à ces trois Républicains et... au poète de SHIRAZ.

La deuxième République :

RASPAIL François-Vincent (1794-1878) né à Carpentras ; successivement, séminariste, puis avocat, puis médecin. Il soigne les pauvres et écrit pour eux des traités de médecine pratique ; il découvre les microbes bien avant Pasteur...

Armand BARBÈS (1809-1870), la figure romantique du républicain conspirateur, insurgé ; préparant en prison la prochaine société secrète... Son différend avec BLANQUI divise les Républicains avancés.

Louis BLANC (1811-1882) : il fut un des hommes de février 1848 et fit partie du

gouvernement provisoire. Historien, penseur, il se penche sur la « question sociale », tentant de résoudre le chômage des ouvriers dans son livre « L'Organisation du Travail ».

... et 1851 : BAUDIN (1811-1851) député de l'AIN, il meurt sur une barricade le 3 décembre 1851.

ESQUIROS Alphonse (1812-1876), plusieurs fois élu député, ardent républicain, socialiste ; il a écrit de nombreux ouvrages.

La troisième République et leurs contemporains : Victor HUGO (1802-1885), la commission accorde au poète encore vivant la place de l'Horloge et sa fontaine au cœur de la ville ; quelques semaines plus tard, en apprenant la mort de Victor Hugo, le conseil municipal se réunira et donnera à un boulevard le nom de Victor HUGO. La place de l'Horloge devient la place Martin dit BIDOURE, le jeune Insurgé de BARJOLS assassiné deux fois.

GARIBALDI Giuseppe (1807-1882), hommage au combattant républicain pour l'unité italienne et à celui qui vint combattre au côté de la France contre la PRUSSE. Il est né à NICE et sera député de Nice en 1871.

GAMBETTA Léon (1838-1882) jeune avocat républicain sous le second empire, il joua un rôle important dans la « défense nationale » en 1870. C'est le brillant orateur des débuts de la Troisième.

DENFERT-ROCHEREAU colonel Pierre (1823-1878) qui s'enferma dans BELFORT en 1870 et refusa même après l'armistice de livrer la forteresse aux Prussiens. Un siège de 103 jours ! BELFORT demeurera donc un « territoire » français.

Une rue STRASBOURG, pour n'oublier jamais. Une rue 4 Septembre pour marquer la naissance de la Troisième République mais aussi la capitulation honteuse à Sedan de l'empereur.

La délibération du dimanche 15 février 1885 nous éclaire sur ce Conseil Municipal qui votant article par article en arrive à l'art.22 : il s'agit des rues Saint-Jean et de la Juiverie « lesquelles ne formeraient plus qu'une seule et même rue qui porterait le nom de rue REY. Quant à la nouvelle désignation de cette rue proposée par la commission, une assez longue discussion s'engage à ce sujet entre divers membres notamment le sieur

JAUSSERAN qui déclare s'opposer de toutes ses forces à ce que le nom de REY soit inscrit non seulement à la rue en question mais à toute autre rue.

"Il poursuit en disant : on propose le nom de M. REY comme un bienfaiteur. Eh bien, la succession qu'il a laissée, ne profite actuellement qu'au parti clérical ; c'est avec cette succession qu'on élève des écoles dirigées par des congréganistes ; c'est avec cette succession qu'on paie le traitement des frères et des sœurs ; en un mot cette succession subventionne nos ennemis politiques.

Si vous recherchez des bienfaiteurs, je m'étonne que la Commission n'ait pas cru devoir proposer le nom de M. HONNORAT qui en 1851 a fait emprisonner nos pères !" (Il s'agit du maire légitimiste).

La proposition de JAUSSERAN mise aux voix, ne sera adoptée que par 7 voix contre 6 !

Ont voté pour : JAUSSERAN, MARCHAND, BAPTISTE, GIRAUD Joseph Vital, DROGNON, MISTRE, ICARDEN.

..suite à cette décision, le Président propose la désignation suivante : rue COLBERT ; acceptée par tous».

En février 1885, des conseillers municipaux, des artisans, anticléricaux et libres penseurs nous ont laissé un patrimoine intellectuel de 48 noms. Ces 48 noms, leur legs est notre patrimoine culturel, il contient leur rêve d'une République démocratique et sociale.

Jean JARRY

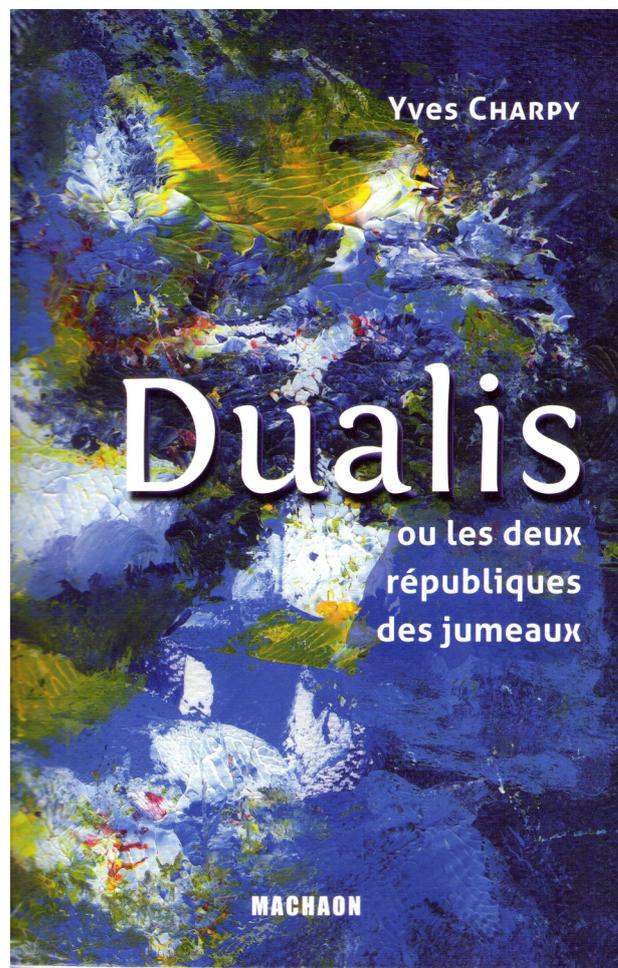
• Nos adhérents publient ...

– Yves CHARPY : **"Dualis ou les deux républiques des jumeaux"**.

Baptiste et Jean Moutier, frères jumeaux nés en 1815, orphelins de père (mort à Waterloo) et de mère furent élevés par leur grand-père, Jean Moutier, et par sa compagne, une comtesse toscane.

Mais en cette première moitié du XIX^e siècle, les changements de régime politique en France ne vont point se faire sans heurts et les jumeaux vont être témoins ou acteurs de ces événements en Champagne et à Paris ; la Restauration sanctionnée par la révolution de 1830, la

monarchie de juillet par celle de 1848 et la II^e République, disparaissant avec le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte qui mettait fin aux espoirs des républicains, tel Baptiste Moutier, archétype du bourgeois républicain défendant la République démocratique. (...)



Au cours de leurs existences, les jumeaux vont rencontrer, compte tenu de leurs sensibilités et de leurs engagements respectifs, des personnages connus (Victor Hugo, Flora Tristan, Eugène Buret, Louis-Napoléon Bonaparte, Michel Bakounine, Karl Marx...) et des gens inconnus, qui ont également contribué à faire l'Histoire, au cours de cette première moitié du XIX^e siècle. Mais Baptiste et Jean seront poursuivis par leur gémellité malgré leurs options de vie différentes.

Édition Machaon, 21 €. 844 p.

• Et les visiteurs de notre site aussi ...

– Jean-Baptiste EVETTE : **"Tuer Napoléon III"**

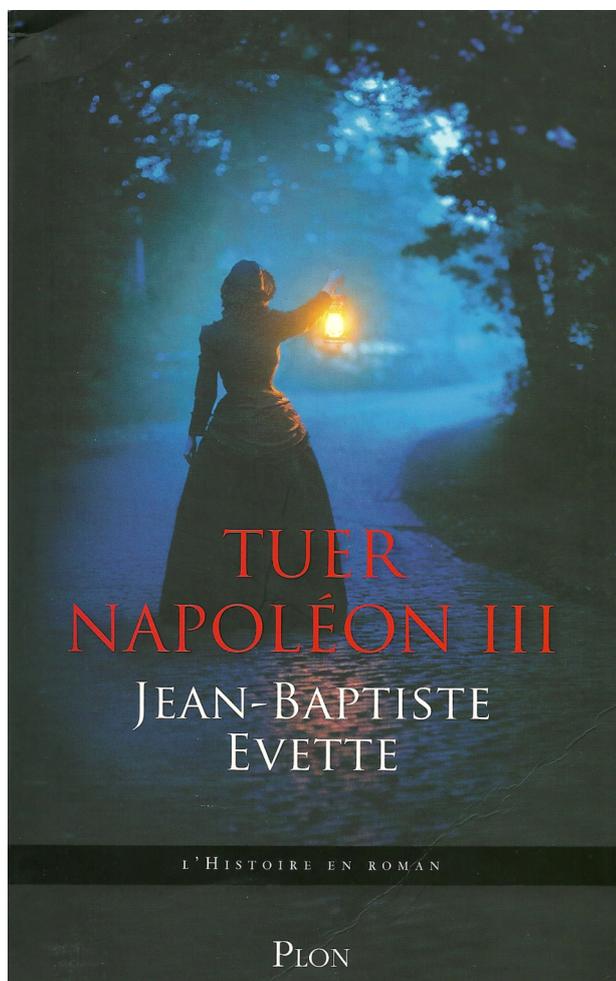
Paris, décembre 1851. Le futur Napoléon III déclenche le coup d'État qui va asseoir sa

dictature. La tension est extrême, et Étienne Sombre, typographe républicain sait que la victoire du prince-président sera synonyme d'années de répression. Mais déjà les opposants organisent secrètement la résistance.

Malgré la menace des soldats, Étienne refuse de composer la proclamation de Bonaparte (...) On lui confisque son livret ouvrier : il n'a plus de moyen de travailler. Privé de ressources, condamné à se cacher, Étienne tente de survivre dans un Paris où s'affrontent républicains et forces de l'ordre. Lors d'une émeute, il trouve le portefeuille d'un insurgé assassiné. À l'intérieur un livret ouvrier et une lettre destinée à une certaine Eulalie Simon...

Les liens que noue Étienne avec Eulalie, une jeune femme énigmatique, résisteront-ils au drame qui les entoure ?

Traqués par la police, il devra choisir entre la soumission, l'exil ou la lutte clandestine.



Roman historique et social, "Tuer Napoléon III" plonge aussi ses racines dans une intrigue amoureuse et le mystère d'une apparition

nocturne qui pèsera sur le destin d'Étienne Sombre. ...

Édition Plon, coll. L'Histoire en roman, 19,90 €,

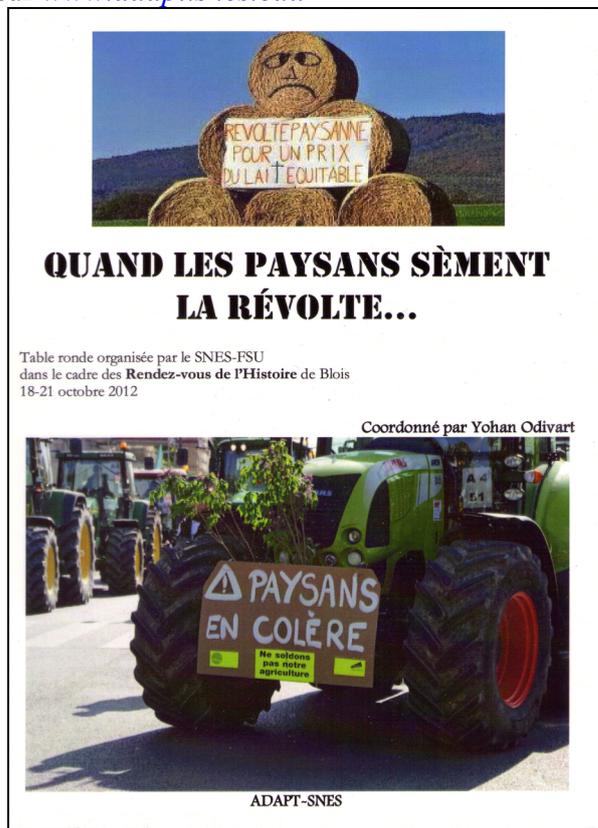
572 p. 30 janvier 2014.

Notons que J-B. Evette s'est documenté en grande partie sur notre site Internet et nous en a chaleureusement remercié.

Rares sont ceux qui pensent à le faire, mais la preuve est faite que notre Association et son site sont devenus une incontournable référence.

Et tant pis pour notre modestie !

– Raymond HUARD, "*Mouvements paysans, pouvoir et République au XIXe siècle en France*", contribution à la table ronde organisée par le SNES FSU lors des Rencontres de l'Histoire de Blois en 2012 : "*Quand les paysans sèment la révolte*". Ce volume est disponible sur www.adapt.snes.edu



– La Bibliothèque de Maurice AGULHON

Le dernier bulletin, n°47, de la Revue d'histoire du XIX^e siècle, comprend un fort intéressant article à propos de "*La bibliothèque de Maurice Agulhon : cadre de travail, coulisses de l'écriture, et patrimoine scientifique*".

Extraits : *Dans l'histoire des bibliothèques qui est en cours d'élaboration, on a encore peu eu l'occasion de s'intéresser aux bibliothèques privées. L'historien Maurice Agulhon nous permet de le faire grâce au soin qu'il a pris du devenir de sa bibliothèque de travail.*

Dès 2007 en effet, il a souhaité donner à l'Université d'Avignon une partie de ses livres, ceux dont il estimait qu'ils étaient utiles à des étudiants et dont il jugeait possible de se séparer en raison du fait qu'il n'en avait plus l'usage. Un inventaire a été dressé à l'issue des deux vagues successives de dons à l'université (...)

De ses livres scientifiques, rangés dans son bureau, Maurice Agulhon a élaboré un classement systématique signalé par des étiquettes apposées sur chaque rayonnage. Ce classement est une construction progressive, il a été voulu par Maurice Agulhon quand il s'est préoccupé du devenir de sa bibliothèque : à partir du moment où il a songé à ouvrir celle-ci aux chercheurs, il a commencé à réfléchir à la façon de l'organiser.

(...)

Une bibliothèque riche de trois mille ouvrages...

On peut diviser la bibliothèque de Maurice Agulhon en deux parties : il existe un fonds ancien, relevant de l'héritage familial, et un fonds moderne, résultant d'achats et de dons. Le fonds ancien est la partie la plus précieuse de la bibliothèque en raison de l'ancienneté des ouvrages, mais aussi des informations qu'il livre sur l'éducation et les disciplines préférées du jeune Maurice Agulhon. Car il a pris soin de conserver les livres de sa famille et de son enfance. Certains reflètent le cadre culturel dans lequel ses parents ont grandi, tel ce livre de Chants populaires pour les écoles, datant de 1913 et ayant appartenu à sa mère. (...)

Le fonds moderne est, quant à lui, le produit d'achats ou des échanges avec les amis et les pairs. Il mérite tout autant l'attention des chercheurs car il est le miroir des différents champs de recherche de Maurice Agulhon : la sociabilité et l'histoire du folklore, l'histoire politique et l'histoire de la deuxième République, l'histoire symbolique à travers la figure de Marianne ...

De Jonathan BARBIER et Natalie PETITEAU.

ndlr :

Outre un inventaire, bien sûr non exhaustif, il est question des ouvrages qui lui ont été adressés en signe d'amitié par ses pairs paraphés de dédicaces ainsi que par ses disciples et personnalités plus ou moins proches.

On note, au passage, la présence de Philippe Seguin (un ancien élève) et de Gonzague Saint Bris, dont on connaît les écrits sur Napoléon III. On ne sait comment ces ouvrages ont pu être appréciés par l'auteur de la République au Village.

Nulle mention par contre, dans cet article, de la thèse¹ d'Émilien CONSTANT que nous lui avons adressée lors de sa parution. Ce dernier m'avait appris, non sans malice, que Maurice Agulhon avait dû limiter sa propre thèse à la première moitié du XIX^e s. vu que la suite, après 1851, était déjà prise par un autre doctorant : Émilien Constant, lui-même.

On ne peut que rêver à la lecture de la description de cette bibliothèque, à sa richesse et à son ordonnancement.

Un site² nous est proposé pour une visite virtuelle,

En tout cas c'est un bien bel hommage qui lui est rendu, et que je reprends à mon compte, en transcrivant ces extraits de l'article.

Paul CRESP

¹<http://bu.univ-avignon.fr/wp-content/uploads/2013/06/inventaire-agulhon.pdf>

²<http://bu.univ-avignon.fr/collections/fonds-specialises/fonds-maurice-agulhon-2/>

N'oubliez pas de régler, en ce début d'année, votre cotisation 2014. Elle vous assure la réception de ce bulletin-lettre trimestriel et de garder ainsi le lien avec notre actualité. Elle vous donne également droit à notre bulletin-livre annuel. 20 € à adresser à Noëlle Bonnet, Montée des Esclapes 04600 MONTFORT

Et toujours, nos publications disponibles :
à commander sur notre site : www.1851.fr